

E3C : malgré l'opposition, le ministère s'entête

À la 3^{ème} semaine de mobilisation contre les E3C, plusieurs centaines de lycées en France ont connu des perturbations plus ou moins fortes. Des dizaines de reports d'épreuves ont eu lieu, notamment quand les élèves et les personnels étaient mobilisé-es y compris par la grève. Ce qui ressort c'est le rejet massif de ces E3C par l'ensemble de la communauté éducative. La réponse autoritaire et sécuritaire est au rendez-vous : zéro collectif, intervention des forces de l'ordre, intimidations, gardes à vue, menaces de sanction contre les personnels. Le ministre est de plus en plus en difficulté et doit annoncer des « *aménagements* » le 11 Mars.

La CGT soutient les mobilisations des personnels qui refusent les E3C, exige leur suppression et un retour au baccalauréat cadré nationalement avec épreuves finales sans contrôle continu.

Dans le second degré : 22.484 élèves en plus.... 440 postes en moins !

LA LUTTE CONTINUE !!!

Revalorisations :

le piège tendu par Blanquer.

Alors que les enseignant-es sont parmi les grand-es perdant-es de la réforme des retraites, Blanquer, face à la forte mobilisation, a annoncé des « *revalorisations* ».

Les pistes ministérielles sont opportunistes, nettement insuffisantes pour des personnels touchés depuis des années par le gel du point d'indice ! Elles laissent de côté les autres catégories de personnels et ne se concentrent que sur les salarié-es né-es à partir de 1975 ! Nous dénonçons le fait qu'elles se feraient majoritairement par des primes et seraient surtout prétextes à « *redéfinir* » le métier. Les pistes ? Remplacements des collègues, travail pendant les vacances, aide aux devoirs... ? Lorsque l'on envisage de faire travailler plus des salarié-es, comment parler de revalorisation ?!

Or, selon le Conseil d'État, inscrire l'obligation d'une revalorisation via un futur projet de loi, dans un autre projet de loi (sur les retraites) est « *inconstitutionnel* ».

De toutes façons, comment croire un gouvernement qui a suspendu pendant un an les revalorisations prévues dans le PPCR ?

Qui peut croire à la pérennité des « *revalorisations* » promises jusqu'en 2037 ?

LA CGT ÉDUC'ACTION REVENDIQUE DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES POUR TOUT·ES ET NON DES PRIMES !!

Retraites :

renforçons encore la mobilisation !

Depuis le 5 décembre, la CGT s'est engagée résolument aux côtés des grévistes dans la lutte contre la réforme des retraites. Avec cynisme, en se prévalant du CNR et d'une plus grande « *équité* », le gouvernement a entrepris une opération de démolition massive qui évacue la question de la répartition des richesses pour privilégier l'individualisme et ouvrir la porte à la capitalisation.

Aux côtés du secteur des transports, des territoriaux, des ports, de l'énergie, des raffineries, etc., l'Éducation est particulièrement remarquée dans ce mouvement. La triple peine constituée d'un blocage à 14% du PIB, de la fin d'une pension calculée sur les 6 derniers mois et de la faiblesse des salaires et des primes engendrera une baisse très nette des futures retraites des personnels de l'Éducation nationale.

LA CGT ÉDUC'ACTION APPELLE À PRENDRE TOUTES LES INITIATIVES POUR ÉLARGIR ENCORE LE MOUVEMENT ET FAIRE ENTRER DANS LA LUTTE CELLES ET CEUX QUI NE L'ONT PAS ENCORE REJOINT !

